

POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - Tél : 01 48 01 85 85 E-mail : poi@fr.oleane.com

**Lettre aux lecteurs d'*Informations ouvrières*,
aux militants de toutes tendances du mouvement ouvrier
et à tous les citoyens attachés à la défense de la démocratie**

NOUS VOUS PROPOSONS DE PRÉPARER ENSEMBLE UNE CONFÉRENCE DE DÉFENSE DES CONQUÊTES DE 1936 ET 1945 À PARIS, LE SAMEDI 4 JUIN 2016

Les 21 et 22 novembre 2015, le V^e Congrès ouvert du Parti ouvrier indépendant (POI) s'est tenu à Paris.

Réunion fraternelle, discussion large, dégagée de toute idée préconçue, entre les 197 délégués mandatés par les adhérents de 68 départements, les membres du bureau national sortant, les invités non membres du POI, mais attachés au libre débat au sein du mouvement ouvrier et qui ont rejoint l'association *Les Amis d'Informations ouvrières*.

Discussion libre et fraternelle, d'autant plus nécessaire qu'après l'effroi provoqué dans le pays tout entier par la sauvagerie des attentats terroristes du 13 novembre, le temps des questions est venu pour tous les défenseurs de la démocratie.

Chacun, en effet, sent le piège qui est tendu aux travailleurs, ouvriers et paysans, et à leurs organisations, à toutes les couches de la population laborieuse frappées par les « réformes » successives dictées par l'Union européenne, aux élus des petites communes, littéralement étranglées par la politique de réduction des dépenses publiques, ainsi qu'à tous les citoyens attachés à la défense des valeurs de la démocratie républicaine. Chacun voit, avec la plus grande inquiétude, un dispositif institutionnel liberticide se mettre en place. L'impérieuse nécessité de protéger la population des attaques terroristes n'est-elle pas en contradiction criante avec la politique extérieure guerrière et interventionniste des gouvernements qui nourrit le terrorisme, avec les plus grandes conséquences pour la population ?

A quel niveau d'hypocrisie faut-il que ce gouvernement se hisse pour oser répondre à l'aspiration à la paix et à la sécurité de l'immense majorité de la population frappée par l'horreur, en prenant comme premières décisions : renforcer l'intervention de l'armée française en Syrie, la compléter par l'annonce d'une prolongation de trois mois de l'état d'urgence ? Ces mesures lui permettent d'interdire toutes les manifestations, à commencer par celles qui sont appelées par les organisations syndicales pour défendre les revendications des travailleurs.

D'ores et déjà, se multiplient les prises de position d'organisations syndicales et démocratiques refusant toute atteinte au droit de revendiquer, de faire grève, de manifester contre les atteintes incessantes aux acquis des salariés.

Comment ce gouvernement peut-il prétendre, dans ses propositions de « réforme du Code du travail », préserver la durée légale du temps de travail, alors qu'il s'agit de pulvériser le Code du travail et de liquider les CDI ?

Comment ce gouvernement peut-il prétendre fêter les soixante-dix ans de la Sécurité sociale, alors qu'avec la loi Touraine il bouleverse les principes fondateurs de la Sécurité sociale, notamment en donnant aux assurances complémentaires privées la même place que le régime obligatoire ?

Nous rejetons toute prétention à détenir à nous seuls la vérité, ou à proposer des solutions « miracles » qui résoudraient les difficiles problèmes qui se posent dans la situation qui vient de s'ouvrir.

Tournant le dos à toute attitude péremptoire donnant des « leçons » aux travailleurs et aux dirigeants, nous nous adressons à vous pour construire ensemble, jour après jour, les réponses qui uniront la résistance des travailleurs et de la population laborieuse de ce pays.

Nous sommes, en effet, convaincus que seuls les travailleurs, se rassemblant dans l'unité la plus large avec leurs organisations et entraînant toutes les couches de la population victimes des contre-réformes coordonnées par l'Union européenne sont capables de protéger la société de la barbarie — qu'il s'agisse du terrorisme ou des régressions profondes dans lesquelles les exigences d'exploitation sans limites du capital plongent toute la société.

Nous sommes convaincus que c'est dans cette direction qu'une issue pourra être ouverte, et non dans celle d'un renforcement des institutions antidémocratiques de la V^e République, renforcement de l'arsenal antidémocratique approuvé, au nom de l'union nationale, par les députés de gauche comme de droite et d'extrême-droite, à l'occasion du vote de la prolongation de l'état d'urgence à l'Assemblée nationale.

Dans le débat qui s'est développé tout au long de notre congrès, une volonté s'est affirmée : ne nous laissons pas abuser, ne laissons pas couvrir, par le tonnerre des déclarations vengeresses et guerrières de nos gouvernants, la poursuite de la

destruction des conquêtes sociales et démocratiques arrachées par les travailleurs et le peuple de ce pays en 1936 et en 1945, des conquêtes démocratiques de la Révolution française de 1789. Ne laissons pas détruire le socle de ces conquêtes politiques et sociales !

Tel est le sens de la proposition que nous vous soumettons. Nous vous proposons de préparer ensemble une conférence de défense des conquêtes de 1936 et de 1945 (à commencer par le droit de grève et de manifestation) et de toutes les institutions démocratiques, telles que les communes et les départements issus de la Révolution française, la laïcité républicaine. Une conférence défendant la souveraineté du peuple face aux exigences du capital financier relayées par l'Union européenne et les institutions de la V^e République.

Nous vous proposons de débattre ensemble et nous nous engageons à faire de notre journal *Informations ouvrières*, fidèle à sa tradition de tribune libre de la lutte des classes, l'instrument de préparation d'une telle conférence. En aidant à la résistance, cette conférence, convoquée avant l'été, pourra jouer son rôle dans la situation d'offensive généralisée qui se dessine, sous couvert d'union nationale.

Adoptée à l'unanimité des délégués
au V^e Congrès du Parti ouvrier indépendant,
des 21 et 22 novembre 2015 ■

Conférence de défense des conquêtes de 1936 et 1945, à Paris

Je suis d'accord pour participer à cette conférence, samedi 4 juin 2016

Nom, Prénom :

Département :

Qualité :

Adresse postale :

.....

Adresse Mail :

Je verse :

A renvoyer au Parti ouvrier indépendant (POI) : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 PARIS